la cgt retraités

l'info retraité

FEVRIER 2024

Bulletin d'information du syndicat multiprofessionnel des Retraités CGT du bassin de vie Roussillonnais

N° 107

La colère paysanne : nous sommes à un point de basculement.

Attal a beau multiplier les déplacements dans les exploitations agricoles et les prises de paroles, mises en scènes médiatiquement, il est loin d'avoir convaincu.

Et pour cause, il a préféré – pour s'attirer les grâces de la FNSA avec à sa tête l'une des figures de l'agrobusiness et aux Jeunes Agriculteurs- s'attaquer « aux normes » plutôt qu'au nerf de la guerre : **la rémunération du travail paysan**. « Nous on fait 70 heures par semaine pour 500€ par mois » témoigne cet agriculteur de l'Oise qui sera ce matin, comme ses collègues, du blocus de Paris.

L'exécutif, lui, promet de nouvelles annonces cette semaine notamment lors de la déclaration de politique générale prévue mardi à l'Assemblée. Mais pour répondre aux souffrances des agriculteurs, il faudra remiser « le en même temps » au placard. Car on ne peut garantir un juste prix aux paysans et laisser bondir le taux de marge de l'industrie agroalimentaire de 28 à 48 %en un peu plus d'un an.

Pas plus qu'on ne peut pleurer sur la « concurrence déloyale » tout en avalisant les nouveaux accords de libre échange avec la Nouvelle Zélande ou le Chili en ce moment même.

Opposée aux accords de libre échange qui donnent l'avantage aux producteurs usant du dumping social et environnemental, la **Confédération Paysanne** porte l'idée d'un prix minimal garanti. « La filière du maraîchage est en si grande difficulté face aux importations que notre production ne répond plus qu'à 50 % de la demande en France .

Et nous ne sommes absolument pas soutenus par les pouvoirs publics. Voilà pourquoi nous travaillons beaucoup sur un prix minimal garanti sur les importations.», déclare Véronique Marchesseau la présidente. Cet outil oblige à prendre aussi en compte les coûts de production selon les standards français, incitant « les systèmes exportateurs à améliorer leurs pratiques sociales et environnementales».
Voilà des propositions pour Attal.

Loi immigration. Le Conseil Constitutionnel n'a pas censuré la loi Darmanin. Il a retoqué 35 articles du texte les plus droitiers, parmi lesquels « la préférence nationale »pour l'accès aux prestations sociales, les restrictions faites au regroupement familial, l'instauration d'une caution pour les étudiants étrangers, les quotas migratoires fixés par le Parlement.

D'autres articles aussi nocifs sont passés en particulier la disposition instituant un juge unique à la Cour Nationale du droit d'asile. Darmanin se félicite de voir son texte adopté. *« Par un coup de force des juges, on vient de censurer les mesures de fermeté les plus attendues par les Français »* s'est indigné le président du RN, Jordan Bardella. Même état d'esprit chez Ciotti patron du LR qui voit l'essentiel de ses textes partir en fumée. « Le conseil constitutionnel a jugé en politique et non en droit ! Une révision constitutionnelle est indispensable pour sauver le destin de la France. » Ben voyons ! La macronie a accepté l'adoption d'une loi immigration contraire au droit, collaborant avec la droite et l'extrême droite.

Tout cela en pariant que le Conseil Constitutionnel lui sauve la mise. Le président du Conseil Constitutionnel, Laurent Fabius, avait rappelé, début janvier à Macron, que les « sages » n'ont pas vocation à être « une chambre d'appel des choix du Parlement ».
La loi sera promulguée, mais la mobilisation doit continuer, on ne peut se satisfaire de ce résultat qui n'est que la version initiale de Darmanin.

Autre décision vivement attendue cette semaine, celle de la Cour Internationale de Justice, saisie par l'Afrique du Sud. Décision historique ce 26 janvier qui a reconnu qu'il existe un risque sérieux de génocide et qu'il était urgent pour Israël de prendre des mesures pour défendre la population palestinienne de Gaza et préserver ses droits. Une décision prise à la majorité des 17 juges siégeant à la Hayes mais pour autant sans ordonner un cessez le feu ! Netanyahou considère l'accusation de génocide non seulement mensongère mais odieuse et affirme « nous menons une guerre juste et nous la poursuivrons jusqu'à la victoire totale. »
La décision du CIJ est placée sous la responsabilité de la communauté internationale. Les Etats Unis alliés d'Israël ainsi que la France sont sous pression pour mettre fin à cette guerre qui a déjà fait 26000 morts du coté palestinien et au moins 1500 chez les Israéliens.

Après avoir lu votre journal, faîtes-le circuler à vos proches, amis, voisins, etc...

L'hypocrisie du RN envers les paysans.

Comment le RN
rêve d'exploiter la colère agricole.

Depuis le week-end dernier, le parti de la Le Pen s'improvise défenseur d'une profession en colère. Une escroquerie au regard des votes de ses parlementaires, qui vise surtout à surfer sur le sentiment d'abandon des populations rurales.

Bardella a rencontré samedi dans le Médoc des agriculteurs en colère, triés sur le volet par ses relais locaux. Contre « *l'Europe de Macron* », **le but de cette visite est assumé : « *Voir comment on peut porter votre colère.* » Le point de départ d'un plan de communication visant à récupérer un mouvement qui monte**.

Depuis, la tête de liste RN aux européennes multiplie les interventions télévisées, tandis que les députés de son parti empilent les questions au gouvernement sur le sujet.

En hommage aux panneaux de communes rurales mis à l'envers pour protester contre l'abandon de l'État, les troupes de la Le Pen renversent aussi leurs photos de profils sur les réseaux sociaux.

« Ils ont validé cette PAC-là »
En peu de temps, **le RN a ravalé son « *grand manque d'intérêt pour le sujet* »**, et son cynisme vis-à-vis du monde agricole. **Le député RN Julien Odoul soutient aujourd'hui « *les agriculteurs étranglés par les charges, les normes* ». En 2021, *selon des propos alors rapportés par Libération, il riait du suicide de l'un deux en demandant à ses militants* »Est-ce que la corde est française ? »**

Les mêmes qui, en novembre 2023 à l'Assemblée, ont voté contre l'instauration de prix planchers en faveur des agriculteurs estiment maintenant, à l'image de la députée RN Laporte, qu'ils « doivent simplement vivre de leur travail » A quelques mois des élections européennes, le parti de la Le Pen cible en priorité Bruxelles comme responsable de la situation. Le Bilan des 23 eurodéputés RN révèle l'escroquerie

Le RN veut « sortir » de la politique agricole commune (PAC) clame Bardella Mais à Strasbourg il a voté avec son groupe pour les dernières grandes mesures sur la politique agricole commune en 2020 puis 2021. »

Ils ont validé cette PAC-là qui fait que 80 % des aides sont distribuées à 20 % des agriculteurs, soit ceux qui ont les plus grandes exploitations, pas ceux qui souffrent et manifestent aujourd'hui.

Les chevaliers blancs de l'extrême droite ont aussi voté contre le plafonnement des aides qui auraient permis une meilleure redistribution.

Leurs propositions sont peu nombreuses, démagogiques, mais l'extrême droite cherche les éléments de langage qui font mouche « l'idéologie de l'écologie punitive », « mesures bureaucratiques, » « déconnectées » et imposées aux agriculteurs, d'ailleurs en phase avec le discours de la FNSEA.

Le RN pourrait se faire le relais politique du mouvement agricole en cours si la FNSEA continue à en tirer les ficelles, même s'il existe un point d'achoppement important entre le parti et le syndicat : le libre –échange auquel s'oppose le premier, au contraire du second.

La Le Pen qui dénonçait les blocages contre la réforme des retraites, ou la « violence des milices d'extrême gauche » à Sainte Soline est beaucoup plus complaisante aujourd'hui, face aux autoroutes bloquées ou même l'explosion à Carcassonne d'un bâtiment de la Dreal. « Je ne cautionne pas la violence mais je comprends très bien ».

L'extrême droite ne veut pas froisser un mouvement qu'elle rêve de représenter politiquement, mais aussi de voir s'élargir.

Pauvre sous-ministère de la Santé

Confrontée à une situation de dégradation continue du système de santé, la population a fait de cette question une de ses premières préoccupations. Le pouvoir politique en est bien conscient à l'image d'un E. Macron intervenant régulièrement sur le sujet lors de ses allocutions télévisées en égrenant des promesses qui, triste constat, ne sont jamais tenues.

Le nouveau premier Ministre lors de son déplacement à Dijon samedi s'inscrit dans les **mêmes pas avec l'annonce d'une enveloppe de 32 milliards sur 5 ans. Coup de com qui confine au mensonge car il s'agit simplement de l'évolution annuelle normalement prévue de 2,5 % du budget de l'assurance maladie !**

Malheureusement le constat depuis 2017 est que les ministres se sont succédés à un rythme très rapide, se sont contentés de communication et n'ont fait qu'accompagner, voire accélérer la dégradation de l'offre de soins.

Que penser face à l'ampleur des problèmes de ministres qui ne restent que quelques mois puis disparaissent du fait de la volonté du prince, ce qui permet d'éviter tout débat de fond et de se contenter de mesures d'urgence qui se succèdent pour colmater les brèches, à l'instar des dernières mesures validées par décret en fin d'année de fonctionnement dégradé des services d'urgence et des SAMU ?

Voici quelques jours nous découvrons la nouvelle composition du gouvernement avec la disparition d'un ministère de la Santé de plein droit. Non seulement ce domaine est mélangé avec le travail et les solidarités mais en plus le secrétariat d'Etat chargé de la santé n'intégrera visiblement pas la prévention ce qui constitue une hérésie en termes de santé publique.

Il s'agit d'un affaiblissement supplémentaire des moyens de l'Etat dans le domaine de la santé qui s'ajoute au démantèlement de l'administration depuis le début des années 2000, avec la création de multiples agences dont nous avons pu constater l'inefficacité lors de la crise COVID. A cela s'ajoute, la tutelle de Bercy qui contrôle le budget de la Sécurité sociale et ne laisse aucune marge de manœuvre politique à un ministère de la Santé et encore moins à un secrétariat d'Etat.

Même si les femmes et les hommes dans la logique de la verticale du pouvoir de la macronie n'ont qu'une importance limitée, **la personnalité de la nouvelle ministre est un signe très négatif pour l'avenir de notre système de santé et de protection sociale.**

En effet, cette femme est issue de la droite la plus dure avec une forte tendance réactionnaire sur les sujets de société. Ancien soutien de la Manif pour tous, opposé au mariage de personnes du même sexe, même si elle dit regretter son vote de l'époque, comment pourra-t-elle porter avec sérénité le débat sur le projet de loi sur la fin de vie ? Et nous pouvons craindre le pire concernant la mise en œuvre de l'accord passé avec ses « anciens » amis sur l'Aide médicale d'Etat pour obtenir leur soutien sur la loi immigration.

Bref, même sous des gouvernements de droite, cela fait très longtemps que nous n'avons pas eu de ministre au profil aussi rétrograde

par Dr Christophe Prudhomme,
médecin urgentiste au SAMU 93

Les PADHUES

Non à l'expulsion des Praticien(ne)s à Diplôme Hors Union Européenne (PADHUE) Non aux manœuvres dilatoires du ministère. Nous refusons de baisser la tête alors qu'un nouveau numerus clausus, que de nouveaux quotas, qu'un nouveau turn over de PADHUE, qu'une autre recette libérale ignorante des réalités du terrain se mettent en place ! Aujourd'hui, le ministère de la Santé, sous l'emprise du ministère de l'Intérieur, a donné des instructions aux directeurs de Centres hospitaliers sans connaissance des besoins pour mettre fin aux contrats des 2 000 PADHUE ayant échoué au concours de validation des connaissances, en butte à un numerus clausus impossible qui déclasse les candidat(e)s ayant la moyenne. Ces fins de contrats touchent indistinctement les PADHUE, toute antériorité et qualifications confondues (FFI, SA, PAA, etc.). Aucune mesure de transition n'est prévue, alors que la situation sanitaire en France est gangrénée par de très hauts niveaux de besoins en médecins, alors que la loi Valletoux, censée régler ce problème, prévoit que des "Commissions régionales d'autorisation temporaires d'exercice" **qui n'existent pas encore**… devront examiner au cas par cas la situation des PADHUE non lauréat(e)s des EVC. Résultat : c'est le flou, l'amateurisme et une mise sur la paille pour celles et ceux foutus à la porte. Bref, ce ministère accouche du désordre, partout ! Les solutions contre les déserts médicaux existent, elles sont pérennes depuis 2020 en Antilles - Guyane.
Un sit-in a été organisé le 18 janvier 2024 à 14h00 devant le ministère de la Santé Place Laroque

Montreuil, le 15 janvier 2024. - Collectif Médecins UFMICT CGT

En 2024, on s'organise !

Les vœux de Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT, pour la nouvelle année 2024.

En 2023, la mobilisation contre la réforme des retraites a ramené le syndicalisme à sa place légitime, redonnant la voix aux travailleurs.

Si Macron a imposé sa réforme par la force, ignorant le parlement, la rue et l'opinion, son mandat est maintenant entaché d'une grave faute politique et démocratique.
Pour détourner l'attention des questions sociales, il suit désormais l'agenda de l'extrême droite.
Cette tendance s'observe à l'échelle de la planète où les conflits armés se multiplient, les budgets militaires explosent. Aussi, la CGT tient à exprimer sa **solidarité avec les peuples ukrainiens et** Palestiniens actuellement sous les bombes.
Nous ne laisserons pas faire.

Les mots liberté, égalité et fraternité ne sont pas là pour décorer nos mairies.
La loi sur l'immigration rompt avec les principes républicains, instaurant la préférence nationale et remettant en cause le droit du sol, stigmatisant les étrangers et occultant leur contribution essentielle.
Les héros de la première ligne pendant la pandémie sont maintenant présentés comme des délinquants, une injustice que la CGT refuse d'accepter. La CGT combattra toujours le racisme et l'antisémitisme.

L'année 2024 sera donc celle de la résistance contre l'extrême droite et le pouvoir de l'argent.
Tout en polluant le plus, les plus riches bloquent toute transformation environnementale pour préserver leurs privilèges.
Ouvrir de nouvelles perspectives en s'organisant.
Alors que cette année, le programme national de la résistance fête ses 80 ans, la CGT encourage à s'organiser pour répondre au défi environnemental et construire une société plus juste. Des perspectives qui appellent à s'organiser avec la CGT pour reprendre le contrôle sur le travail et les conditions de vie.

D'Eurotunnel à Onet en passant par Grand Frais, Vertbaudet, ST Microelectronics, la grand hôtel du Carlton…Ces luttes ont permis de gagner des augmentations de salaires mais aussi et surtout de gagner la dignité et la solidarité sur nos lieux de travail.
« Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes » dit la chanson. En 2024, soufflons nous-mêmes notre forge, soyons tout.

En 2024, la CGT souhaite une année de paix, de justice, de solidarité et de lutte pour transformer le travail et atteindre un monde plus juste.

CSG sur les retraites : barrière à l'augmentation du pouvoir d'achat ?

Tous les ans, les seuils pour déterminer votre taux de CSG sont réévalués. Pour 2024 ils ont été relevés de 5,3 %, chiffre qui est calculé en fonction des prix à la consommation, hors tabac, constatés deux ans auparavant, soit en 2022. Ce seuil de revenu dépend de votre revenu fiscal de référence (RFR).

Nombre de part fiscale	**0%** pour les RFR inférieurs à	**3,8%** pour les RFR	**6,6%** pour les RFR	**8,3%** pour les RFR supérieurs à
1	12 230€	entre 12 231€ et 15 988€	entre 15 989 et 24 812€	24 812€
1,5	15 495€	entre 15 496€ et 20 257€	entre 20 258€ et 31 435€	31 435€
2	18 760€	entre 18 761€ et 24 525€	entre 24 526€ et 38 059€	38 059€
2,5	22 026€	entre 22 027 et 28 795€	entre 28 796€ et 44 682€	44 682€
3	25 291€	25 292€ et 33 000€	entre 33 001€ et 51 305€	51 305€
Demi-part supplémentaire	+ 3 265€	+ 4269€	+ 6 623€	+ 6 623€

Décès.

Mme Fernande LELIEVRE 90 ans SONNAY … Ayons une pensée pour elle

Votre correspondant:

Nom : ……

Tél : ……

La prochaine réunion de notre collectif aura lieu
Le 4 MARS 2024 à 8h45 précises
Au foyer Henri BARBUSSE
Présence indispensable

Site internet : htpps://ulroussillon.reference-syndicale.fr